



MN/CET

DÉCLARATION

POUR L'INDÉPENDANCE ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE NATIONALE

Le Syndicat général du Livre et de la Communication écrite a observé avec une grande attention les événements qui ont secoué la direction et la rédaction du *Monde*.

Si la fièvre est quelque peu retombée, la question de la lutte pour l'indépendance, la qualité et la crédibilité du titre reste posée.

Le SGLCE, par ses syndiqués journalistes, ouvriers et employés dans l'entreprise, est intervenu dans les débats pour ce qui le concerne.

Nous sommes bien placés pour connaître la réalité du contexte économique dans lequel évoluent les quotidiens nationaux. Nous imaginons, sans difficulté, les objectifs des groupes financiers qui font graviter les titres autour d'eux. Et nous saluons les journalistes dans leurs actions pour l'indépendance et la recherche de la vérité de l'information.

Mais cette bataille pour l'indépendance éditoriale se renforce lorsqu'elle peut s'appuyer sur une indépendance industrielle.

Les titres qui sous-traitent leur fabrication se fragilisent.

Le Monde doit, de notre point de vue, rapidement prendre les décisions pour moderniser son unité d'impression et de routage d'Ivry-sur-Seine, de la même façon qu'il doit préserver tous les titres de son groupe, les développements Internet et les emplois.

Le groupe *Le Monde* est une entité qui possède sa cohérence.

Personne ne peut penser sauver *Le Monde* en amputant ses moyens de production ou les autres titres du groupe.

Les salariés de la presse quotidienne nationale ont signé, par le biais de leurs organisations, il y a quelques années, des textes importants avec leurs employeurs, éditeurs, imprimeurs, sociétés de messageries.

De fait, ensemble, ils ont pris des engagements en pariant sur l'avenir de l'écrit et du support papier.

Les engagements portent sur tous les aspects de la modernisation des outils de fabrication et de distribution.

Aujourd'hui, les processus sont mis en œuvre et négociés dans les sièges éditoriaux, dans les nouvelles imprimeries, dans le projet *Défi 2010* aux NMPP.

Ces nouveaux outils de travail doivent servir, non pas à réduire l'emploi, mais à développer l'offre éditoriale et ce que nous nommons « la charge de travail ». Ils doivent permettre le retour en presse parisienne de travaux actuellement sous-traités.

Les nouvelles imprimeries, comme les anciennes, intégreront aux conditions identiques de leurs confrères, les quotidiens gratuits.

Aux NMPP, le plan *Défi 2010* ne remettra pas en cause la qualité de la distribution de l'ensemble des formes de presse en France, ni les principes de groupage, de péréquation des coûts et d'égalité de traitement.

La modernisation de la fabrication et de la distribution de la presse nationale ne remettra pas en cause le pouvoir d'achat des salariés, leur statut collectif, leur protection sociale.

Au contraire, elle reconnaîtra les qualifications nouvelles et toutes les formes de pénibilité qui donneront droit à une retraite anticipée.

Les outils de solidarité sociale, notamment la mutuelle et son module presse, seront renforcés.

Le SGLCE prendra des initiatives pour faire aboutir ces objectifs dans l'unité. Il sait pouvoir compter sur la confiance et la détermination des salariés.

Paris, le 3 mars 2008